



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 28/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV MEDITERRANEE JDR (ex. SITA SUD)

rue Antoine Becquerel
CS 17216
11100 Narbonne

Référence : D-2025-0233

Code AIOT : 0006400578

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2025 dans l'établissement SUEZ RV MEDITERRANEE JDR (ex. SITA SUD) implanté JAS DE RHODES 13170 Les Pennes-Mirabeau. L'inspection a été annoncée le 23/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV MEDITERRANEE JDR (ex. SITA SUD)
- JAS DE RHODES 13170 Les Pennes-Mirabeau
- Code AIOT : 0006400578
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUEZ RV Méditerranée est autorisée par arrêté Préfectoral du 22 octobre 2019 pour l'exploitation de l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux du Jas de Rhodes, et du centre de tri située sur la commune des Pennes Mirabeau dans le département des Bouches du Rhône (13).

Contexte de l'inspection :

- Récolement suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

La fiche de constats suivante fait l'objet d'une proposition d'une suite administrative :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Contrôle Portes coupe feu	AP de Mise en Demeure du 20/11/2023, article 1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Protection contre la foudre	AP de Mise en Demeure du 20/11/2023, article 1.1	Levée de mise en demeure
3	Stocks de déchets présents sur le centre de tri	Arrêté Préfectoral du 26/05/2023, article 15	Sans objet
4	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 26/05/2023, article 13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les quatre nouvelles portes du centre de tri, changées et installées à la fin de l'année 2023 suite à la mise en demeure du 20/11/2023, ne peuvent être maintenues en position ouverte, du fait de défauts sur les fixations aux murs.

Leurs manipulations journalières induisent une dégradation prématurée de l'état des portes comme constaté lors du contrôle réglementaire de janvier 2025.

De ce fait, l'exploitant doit procéder au remplacement de trois portes coupe feu, à moyen terme, pour ainsi protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement. L'exploitant a transmis suite à l'inspection un devis et un bon de commande pour le remplacement des 3 portes, il transmettra à l'Inspection les justificatifs de bonne réalisation des travaux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/11/2023, article 1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre
Prescription contrôlée : Transmettre un rapport de contrôle par un organisme compétent relatif aux dispositifs de protection contre la foudre pour le bâtiment du centre de tri ; dans un délai de 1 (un) mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : La société RG Consultant a réalisé à la demande de l'exploitant, au mois de décembre 2023, une analyse du risque foudre du centre de tri et une étude technique. Cette Analyse de Risque Foudre a permis d'évaluer les risques et de déterminer les niveaux de protection à mettre en œuvre, avec pour objectif de rendre les installations ICPE en conformité vis-à-vis de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié et de lever les non-conformités relevées lors du contrôle du bureau Véritas du 03 mars 2023. Une nouvelle vérification complète des installations de protection contre la foudre avait par ailleurs été réalisée le 04 novembre 2024 par la société Bureau Véritas. On constate que les anciennes non conformité relevée au mois de mars 2023 ont fait l'objet de mises en conformités, néanmoins il apparaît neuf nouvelles non conformité, auquel l'exploitant doit remédier. L'exploitant a transmis un bon de commande en date du 11/03/2025 pour mandater la société SNEF afin de lever les réserves. Il transmettra les nouveaux justificatifs de mise en conformité.
Type de suites proposées : Levée de mise en demeure

N° 2 : portes coupe-feu centre de tri

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/11/2023, article 1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Portes coupe feu
Prescription contrôlée : Transmettre un procès-verbal du contrôle pour les portes coupe-feu du centre de tri vérifiant qu'elles sont toutes en état de fonctionnement et en bon état structurel ; dans un délai de 2 (deux) mois à compter de la notification du présent arrêté
Constats : L'exploitant a procédé au remplacement par la société Rossi, de 3 portes coupe feu, sur la période entre la fin de l'année 2023 et le début de l'année 2024. Par la suite, la société Desautel est intervenue pour un contrôle de l'état de fonctionnement et de la structure des 4 portes coupe feu du centre de tri, le 28/01/2025. Le rapport de la société Desautel en date du 28/01/2025 informe que les quatre portes présentent des usures prématurées (portes voilées ou abîmées) en raison d'un dysfonctionnement dû à des ventouses de fixation défectueuses qui obligent à maintenir les portes en position fermée et donc à les utiliser quotidiennement comme une porte normale. Les dispositifs de retenue pour maintenir la porte ouverte en temps normal et faciliter la circulation des personnes, ne fonctionnent pas. Malgré cette usure prématurée le caractère coupe feu n'est pas remis en cause le jour du contrôle

par la société Desautel.

Néanmoins, pour répondre à cette problématique, l'exploitant a transmis à l'inspection, un devis de la société Desautel en date du 10/02/2025, d'un montant d'environ 20 000 euros pour le changement de 3 portes coupe feu composées de 2 vantaux.

L'exploitant a joint à ce devis un bon de commande pour la société Desautel, en date du 03/04/2025, s'engageant à remplacer les 3 portes coupe feu dégradées, afin que les détériorations constatées n'évoluent pas jusqu'à remettre en cause les propriétés coupe feu de ces produits normés et spécifiés dans le référentiel de certification NF 277.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant, sous 3 mois à réception de ce rapport, transmet à l'inspection la justification de la pose des 3 nouvelles portes coupe feu dans le centre de tri.

Type de suites proposées : Demande de justificatif, lettre de suivi préfectorale

N° 3 : Stocks de déchets présents sur le centre de tri

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/05/2023, article 15

Thème(s) : Risques chroniques, Organisation des différents stocks de déchets

Prescription contrôlée :

Réorganiser les stockages du centre de tri conformément au porter à connaissance déposé par l'exploitant le 04 avril 2022 pour le centre de tri, notamment le déplacement du stockage des déchets de verres ou en déposant un dossier de porter à connaissance présentant les modifications apportées à cette nouvelle organisation des stockages dans un délai de 2 (deux) mois à compter de la notification du présent arrêté.

Constats :

Par mail du 11/04/2024, l'exploitant a transmis un nouveau PAC relatif à l'exploitation du centre de tri.

Lors de la visite, nous avons constaté que le lieu de stockage de l'alvéole des déchets de verre est conforme aux informations transmises dans ce nouveau PAC.

Cette mise à jour mineure de l'organisation des stockages du centre de tri sera intégrée à la prochaine prise d'un arrêté préfectoral pour le site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/05/2023, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Détection alvéoles de stockages détecteurs triple IR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Mettre en place une détection pour les alvéoles de stockage (stockage amont et JRM) par des détecteurs triples IR (protection de 8 alvéoles) et mettant en place une protection de l'alvéole de stockage JRM par un déluge d'eau ou en démontrant par un dossier de porter à connaissance que des systèmes de détection ou défense incendie équivalents ont été mis en place, dans un délai de 3 (trois) mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par mail du 11/04/2024, l'exploitant a transmis un nouveau PAC relatif à l'exploitation du centre de tri.</p> <p>La détection automatique et la défense incendie des stocks du Centre de Tri sont assurées par trois grandes familles de technologies complémentaires :</p> <p><u>Coté amont</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - un réseau d'aspiration continue des fumées, appelé système « Phénix » composé de trois grandes lignes d'aspiration dédiées aux stocks amonts (et trois autres lignes dédiées à la partie process) - des détecteurs de flammes surveillant les deux plus grosses alvéoles intérieures du stock amont (alvéoles « CPA » et « MPM ») - un réseau de sprinklage couvrant l'ensemble du bâtiment de stockage amont et dont le déclenchement est activé au travers d'ampoules calibrées à 93°C. <p>Le dimensionnement de l'installation du réseau a été validé par l'assureur de l'exploitant.</p> <p><u>Coté JRM</u></p> <p>Le stock de JRM fait l'objet d'une détection via deux détecteurs de flammes dédiées et via la présence de 2 lignes du réseau d'aspiration des fumées Phénix</p> <p>Le stock de JRM est isolé des autres stocks et ceinturé par un mur coupe-feu. Le risque de propagation d'un incendie au stock JRM est donc limité.</p> <p>Au regard des différents systèmes de détection / défense incendie complémentaires installés et vérifiés lors de la visite du centre de tri, l'Inspection conclut que la détection / défense incendie sur le centre de tri est correctement assurée.</p> <p>Cette mise à jour des moyens de détection / défense incendie du centre de tri sera intégrée à la prochaine prise d'un arrêté préfectoral pour le site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite